

**Alexander Gallus (dir.), Die vergessene Revolution von
1918/19**

Elise Julien

► **To cite this version:**

Elise Julien. Alexander Gallus (dir.), Die vergessene Revolution von 1918/19. 2011,
10.4000/ifha.6687 . hal-03218487

HAL Id: hal-03218487

<https://hal.univ-lille.fr/hal-03218487>

Submitted on 5 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gallus, Alexander, *Die vergessene Revolution von 1918-1919*

Élise Julien



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6687>

DOI : 10.4000/ifha.6687

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Élise Julien, « Gallus, Alexander, *Die vergessene Revolution von 1918-1919* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6687> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6687>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Gallus, Alexander, *Die vergessene Revolution von 1918-1919*

Élise Julien

- 1 Dans sa préface, A.G. considère que la révolution de novembre n'a trouvé une place satisfaisante ni dans la mémoire collective ni dans l'historiographie allemande : l'échec de 1933 et la fin de la République auraient en effet porté l'ombre sur les conditions de sa naissance en 1918-1919. Dès lors, le présent ouvrage a pour ambition de sortir cette révolution de l'oubli, en renonçant au déterminisme historique qui voudrait que la République de Weimar ait d'emblée souffert d'un défaut de conception.
- 2 Gallus propose pour commencer un article en forme de bilan mémoriel. La social-démocratie allemande a toujours eu du mal à faire face à l'héritage de 1918/1919. Certes, l'attribution du nom de « Friedrich-Ebert » à la fondation liée au SPD est une manière d'afficher un tribut envers la politique de l'aile majoritaire du parti dans les années révolutionnaires. Pour autant, l'alliance avec les militaires et les corps francs qui réprimèrent dans le sang les manifestations de janvier 1919 continue de peser sur les consciences. L'ambivalence de cet héritage se prête mal à la commémoration. Aussi, depuis la fin des années 1980, le SPD commémore-t-il plus volontiers le martyr de Rosa Luxemburg (en omettant le plus souvent son orientation communiste), alors que, ironie de l'histoire, c'est la CDU qui rend hommage à Friedrich Ebert pour avoir orienté la jeune république vers les principes de la démocratie occidentale plutôt que vers la dictature du prolétariat.
- 3 Certaines contributions rassemblées dans la suite de l'ouvrage rendent compte de sujets déjà plus ou moins bien explorés. Ainsi, la contribution de Lothar Machtan revient sur la disparition à la fois rapide et silencieuse de la monarchie allemande : les souverains, imprégnés de droit divin, se montrent intransigeants face à la démocratie parlementaire alors même qu'ils se sont décrédibilisés auprès du peuple. Personne ne les défend lorsque la révolution vient détruire leur idéal monarchique, laissant place nette à la république. Heiko Bollmeyer analyse l'usage de la notion de « peuple » dans les discussions constitutionnelles. Héritage impérial et souffle révolutionnaire contribuent chacun à faire du peuple une référence centrale : le plus souvent

indifférenciée, la notion traduit alors l'aspiration partagée à une unité populaire. Il n'empêche que la constitution prévoit un partage des tâches entre la diversité des opinions qui s'exprime au parlement et le plébiscite qui s'incarne dans le président, avant que la protection de la république ne justifie une présidentialisation du régime à partir de 1923. Kathleen Canning se penche sur l'introduction du suffrage féminin : si l'obtention des droits civiques est une victoire morale pour les Allemandes, on a moins conscience des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre réelle de l'égalité entre les sexes. Boris Barth propose une archéologie de la légende du « coup de poignard » : dans le milieu protestant prussien, la guerre avait été comprise comme une guerre de religion et la défaite ne pouvait plus être qu'une catastrophe spirituelle globale. Dès lors, les chefs militaires s'avèrent incapables d'assumer leur responsabilité dans l'issue de la guerre.

- 4 D'autres contributions s'efforcent de proposer des pistes pour reconsidérer la place de la révolution dans la politique nationale et internationale. Detlef Siefried s'intéresse aux débuts de la sociologie allemande, alors qu'engagement révolutionnaire et construction d'une discipline critique se mêlent au sein du Kieler Institut für Weltwirtschaft. Werner Müller détaille les conflits idéologiques et les rapports de force à l'œuvre au sein du KPD pour déterminer la ligne du parti dans ses premières années. Michael Geyer note que si la guerre a été mondiale, la révolution s'inscrit elle aussi dans un contexte transnational de crise de l'ordre impérial européen. Pour autant, l'isolement cognitif de l'Allemagne se traduit par des décalages dans l'appréciation de la situation et sur l'impossibilité d'une expérience révolutionnaire internationale. Enfin, Axel Schildt prône une remise en perspective de la révolution qui conduirait à en élargir la chronologie jusqu'aux événements de 1923 ; cela permettrait de relier contre-révolution et fondation d'un mouvement nazi, et de mieux connecter la révolution à la suite du XXe siècle.
- 5 Dans l'ensemble, l'ouvrage offre moins une compréhension globale de la révolution que des éclairages particuliers qui sont autant d'occasions de souligner les acquis et les lacunes de la recherche. Il en ressort deux impressions distinctes : cette révolution « oubliée » mériterait d'être mieux intégrée dans la mémoire collective ; la soudaineté des événements et la complexité des compromis alors effectués justifieraient une attention accrue des chercheurs pour éviter tout jugement à l'emporte-pièce.
- 6 Élise Julien (Institut d'études politiques de Lille, IRHiS)